



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
18 juillet 2007  
Français  
Original : anglais

---

### **Lettre datée du 13 juillet 2007, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le bilan des travaux du Conseil de sécurité pendant la présidence de la Slovaquie en février 2007 (voir annexe), bilan établi sous ma responsabilité, après consultation avec les autres membres du Conseil de sécurité.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire  
et plénipotentiaire,  
Représentant permanent  
(Signé) Peter **Burian**



**Annexe à la lettre datée du 13 juillet 2007 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Bilan des travaux du Conseil de sécurité pendant  
la présidence de la Slovaquie (février 2007)**

Sous la présidence de l'Ambassadeur Peter Burian, Représentant permanent de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil de sécurité a mené un programme de travail ambitieux. En février 2007, le Conseil a tenu huit consultations plénières, un débat et trois débats publics et s'est réuni quatre fois pour adopter quatre résolutions et deux déclarations présidentielles. Les membres du Conseil sont en outre convenus du texte de huit déclarations du Président à la presse.

Le 2 février, le Président a brièvement présenté à la presse le programme de travail provisoire dont le Conseil était convenu pour le mois. La présidence, qui a régulièrement actualisé ce programme de travail provisoire sur son site Web, a également organisé après chaque série de consultations des réunions d'information informelles avec les représentants des États Membres de l'Organisation intéressés qui ne sont pas membres du Conseil de sécurité.

**Afrique**

**Tchad/République centrafricaine/Soudan**

Le 27 février, M. Hédi Annabi, Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, a présenté le rapport du Secrétaire général sur le Tchad et la République centrafricaine (S/2007/97) établi comme suite à la demande formulée dans la déclaration du Président du Conseil (S/PRST/2007/2). Ce rapport rendait compte des conclusions de la deuxième mission d'évaluation technique multidisciplinaire qui s'est rendue dans la région du 21 janvier au 6 février. M. Annabi a estimé à cette occasion que l'est du Tchad traversait une crise sécuritaire et humanitaire complexe et a exposé au Conseil les solutions possibles à la crise, en évoquant notamment l'éventualité du déploiement d'une opération multidimensionnelle des Nations Unies.

Au cours du débat, les membres du Conseil ont noté avec préoccupation que la situation aux frontières entre le Soudan, le Tchad et la République centrafricaine restait instable et mettait en péril la sécurité de la population civile, en particulier dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées. Ils se sont entretenus du déploiement d'une mission préparatoire au Tchad et en République centrafricaine, la Mission des Nations Unies au Tchad et en République centrafricaine (MINUTAC), et se sont dits prêts à examiner les modalités de déploiement d'une présence multidimensionnelle dans l'est du Tchad et le nord-est de la République centrafricaine à laquelle consentiraient les deux Gouvernements. Les membres du Conseil ont souligné que cette opération multidimensionnelle devrait faire preuve d'efficacité pour faire face aux conditions particulièrement difficiles sur place. Ils ont également fait observer qu'il était nécessaire de compter sur l'appui et la coopération sans réserve des gouvernements de la région.

### **Côte d'Ivoire**

Le 9 février, le Conseil de sécurité a tenu des consultations sur la situation en Côte d'Ivoire. Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), Pierre Schori, a informé le Conseil de l'évolution de la situation dans le pays. Il a souligné que la mise en œuvre de la résolution 1721 (2006) n'avait guère progressé et indiqué que l'instauration, avec l'aide de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), d'un dialogue direct entre le Président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, et le Secrétaire général des Forces nouvelles, Guillaume Soro, pourrait ouvrir des perspectives.

À l'issue des consultations, le Président a donné lecture d'une déclaration à la presse, dans laquelle les membres du Conseil ont félicité M. Schori du travail qu'il avait accompli à la tête de l'ONUCI. Ils ont pris note du blocage du processus de paix, accueilli favorablement l'engagement des dirigeants ivoiriens à dialoguer et encouragé le Président burkinabé, Blaise Compaore, à faciliter, en tant que Président en exercice de la CEDEAO, la conclusion rapide d'un accord.

### **République démocratique du Congo**

Le 7 février, le Conseil de sécurité a tenu des consultations sur la situation en République démocratique du Congo (RDC). Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Marie Guéhenno, a informé le Conseil des événements récents dans la République. Il a rendu compte aux membres du Conseil des progrès accomplis dans la mise en place d'institutions politiques à la suite des élections en RDC et les a informés de la vague de violence qui a éclaté dans la province du Bas-Congo après les élections locales ainsi que de la précarité de la situation sur le plan de la sécurité dans l'est de la RDC. M. Guéhenno a également informé le Conseil des consultations tenues avec le Gouvernement congolais à propos du mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) après la transition.

À l'issue des consultations, le Président a donné lecture d'une déclaration à la presse, dans laquelle les membres du Conseil saluaient la formation du nouveau gouvernement congolais qu'ils encourageaient à s'atteler rapidement aux nombreux défis auxquels la RDC continue de faire face et s'inquiétaient des affrontements survenus dans la province du Bas-Congo.

Le 15 février, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 1742 (2007), par laquelle il a prorogé le mandat et les effectifs de la MONUC jusqu'au 15 avril 2007 et prié le Secrétaire général, au plus tard le 15 mars 2007, de lui rendre compte de ses consultations avec les autorités congolaises et de lui présenter des recommandations sur les ajustements que le Conseil pourrait envisager d'apporter au mandat et aux capacités de la MONUC.

Le 20 février, le Conseil a tenu des consultations sur le régime des sanctions en RDC. Le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, S. E. l'Ambassadeur Jorge Voto-Bernales, Représentant permanent du Pérou, a rendu compte au Conseil des travaux du Comité. Le Conseil a également examiné le rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo établi en application de la résolution 1698 (2006) (S/2007/40). Il a en outre décidé de renvoyer pour examen

au Comité le rapport du Secrétaire général établi en application du paragraphe 8 de la résolution 1698 (2006) (S/2007/68).

### **Somalie**

Le 2 février, le Conseil de sécurité a entendu le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Ibrahim Gambari, qui l'a informé que l'Union africaine avait l'intention de déployer une mission de soutien à la paix en Somalie.

Les membres du Conseil ont examiné la situation politique, les conditions de sécurité ainsi que la situation humanitaire en Somalie. À cette occasion, ils ont souligné la nécessité d'un processus politique sans exclusive en Somalie dans le cadre de la Charte fédérale de transition. Ils ont souligné qu'il était essentiel d'appuyer le déploiement immédiat de la mission de l'Union africaine pour stabiliser la situation dans le pays. Ils se sont également déclarés disposés à revoir le mandat énoncé dans la résolution 1725 (2006). Le Président a donné lecture d'une déclaration à la presse à l'issue de la séance.

Le 21 février, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 1744 (2007), par laquelle les États membres de l'Union africaine ont été autorisés à établir une mission en Somalie pour une période de six mois. Dans cette résolution, il a également prié le Secrétaire général de dépêcher dès que possible, au siège de l'Union africaine et en Somalie, une mission d'évaluation technique chargée de faire rapport sur la situation politique et en matière de sécurité et sur la possibilité d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies. Plusieurs délégations ont ensuite fait des déclarations pour expliquer leur vote.

### **Soudan**

Lors des consultations que le Conseil a tenues le 6 février, le Secrétaire général lui a rendu compte des entretiens qu'il a eus au Sommet de l'Union africaine tenu à Addis-Abeba avec plusieurs dirigeants de pays africains. Le conflit au Darfour a été le principal sujet de préoccupation évoqué. Le Secrétaire général a estimé qu'il était essentiel de soutenir le maintien de la paix au Darfour et de convaincre le Gouvernement soudanais d'accepter les accords conclus à Addis-Abeba le 16 novembre 2006 et à Abuja concernant l'approche en trois phases. Il a également indiqué que l'ONU et l'Union africaine étaient convenues de confier à deux envoyés spéciaux au Darfour, Jan Eliasson et Salim Ahmed Salim, la conduite d'une mission conjointe au Soudan pour relancer le processus de paix. Le Secrétaire général a par ailleurs fait savoir au Conseil qu'il avait adressé une lettre au Président soudanais en date du 24 janvier 2007 à propos de l'assistance à la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS).

Les membres du Conseil ont salué la participation active du Secrétaire général aux questions africaines qui occupent une large place dans l'ordre du jour Conseil. Ils ont insisté sur la nécessité d'obtenir une réponse authentique du Soudan à propos de la mise en œuvre des accords d'Addis-Abeba et d'Abuja.

Lors de consultations tenues le 8 février, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix a informé le Conseil de la situation au Soudan. Il a essentiellement évoqué les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord de paix global et de l'approche en trois phases de l'appui des Nations Unies à la MUAS.

Il a présenté le dernier rapport du Secrétaire général sur le Soudan relatif à la mise en œuvre de l'Accord de paix global (S/2007/42) et a particulièrement insisté sur trois points parmi ceux qui méritent une attention soutenue : les questions de sécurité, la question d'Abyei et les prochaines élections au Soudan. Il a souligné l'importance de la fonction d'appui de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) et a également informé le Conseil des progrès de l'assistance fournie à la MUAS, en particulier aux fins de la mise en œuvre des modules d'appui initial et renforcé et de la planification de l'opération hybride.

Les membres du Conseil se sont déclarés préoccupés par l'absence de progrès dans la mise en œuvre des aspects de l'Accord de paix global liés à la sécurité. Ils ont souligné la nécessité de restaurer la confiance entre les parties. Ils ont également estimé qu'il convenait de prêter une attention accrue à l'Accord de paix global au cours de la prochaine période. Ils se sont félicités de la collaboration entre l'Union africaine et l'ONU aux fins de la mise en œuvre de l'approche en trois phases.

Le 28 février, les membres du Conseil sont convenus que le Président du Conseil adresserait une lettre au Président de la Commission de l'Union Africaine, M. Alpha Oumar Konaré, pour l'inviter à venir débattre à New York des questions liées à l'accord d'Addis-Abeba.

## **Amériques**

### **Haïti**

Le 15 février, le Conseil de sécurité a examiné la situation à Haïti. Les membres du Conseil étaient saisis du rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) (S/2006/1003). Ils étaient également saisis d'un projet de résolution présenté par l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, les États-Unis d'Amérique, la France, le Panama et le Pérou (S/2007/88), qui a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 1743 (2007). Les représentants de la Chine et du Panama ont fait des déclarations pour expliquer leur vote. Par cette résolution, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MINUSTAH jusqu'au 15 octobre 2007 en ayant l'intention de le proroger de nouveau, et a demandé à la MINUSTAH d'appuyer le processus constitutionnel et politique en cours en Haïti et de favoriser un dialogue politique ouvert à tous et la réconciliation nationale. Il a demandé à la Mission, dans les limites de son mandat, d'élargir son assistance pour renforcer les institutions de l'État en Haïti. Il a demandé à la MINUSTAH de continuer à accélérer le rythme des opérations d'appui à la Police nationale d'Haïti dans sa lutte contre les bandes armées, selon qu'elle le jugera nécessaire, pour rétablir la sécurité, notamment à Port-au-Prince, et invité la MINUSTAH et le Gouvernement haïtien à prendre des mesures de dissuasion concertées pour faire reculer la violence. Il a également demandé à la MINUSTAH de continuer à mettre en œuvre des projets à effet rapide et, compte tenu de ce qui précède, de redoubler d'efforts pour réorienter son action en faveur du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration en mettant en œuvre un programme complet de lutte contre la violence adapté aux conditions locales.

## **Asie**

### **Afghanistan**

Le 5 février, le Conseil de sécurité a tenu des consultations avec le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), Tom Königs. Le Représentant spécial a insisté sur la précarité de la situation sur le plan de la sécurité, surtout dans le sud et le sud-est du pays, tout en notant la progression globale de la reconstruction et du développement. Il a fait observer que l'Armée nationale afghane (ANA) et la Police nationale afghane devraient être considérablement renforcées pendant toute l'année 2007.

Reconnaissant qu'il demeure important de lutter contre les menaces que sont le terrorisme et les stupéfiants, les membres du Conseil ont souligné que la communauté internationale devait continuer à manifester son engagement en Afghanistan et qu'il fallait apporter des améliorations à la réforme du secteur de la sécurité ainsi qu'à la réalisation de toutes les priorités interdépendantes du Pacte pour l'Afghanistan. Le succès de la quatrième session du Conseil commun de coordination et de suivi avait montré que le Conseil devait être la principale instance de coordination entre la communauté des donateurs et l'administration afghane. Il restait essentiel d'améliorer la coopération régionale afin de résoudre les problèmes auxquels l'Afghanistan fait face.

### **Iraq**

Lors de consultations tenues le 22 février, le Conseil de sécurité a fait une déclaration à la presse dans laquelle il s'est déclaré préoccupé par la situation en Iraq et a condamné toutes les attaques terroristes, y compris les récents attentats au chlore gazeux et autres attentats à l'explosif commis à Bagdad et aux alentours, qui ont fait un grand nombre de morts et de blessés, notamment parmi les civils irakiens innocents.

### **La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne**

Le 13 février, le Conseil a tenu un débat public sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, au cours duquel il a entendu le rapport mensuel du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général, Alvaro de Soto. Lors de son exposé, le Coordonnateur spécial a résumé et évalué les événements nouveaux du mois dans la région ainsi que les actions diplomatiques engagées pour régler le conflit israélo-arabe. Il a souligné que les initiatives en cours dans le cadre du processus israélo-palestinien ouvraient la possibilité de promouvoir une dynamique dans laquelle les événements positifs aient un effet de synergie. Le Conseil a ensuite entendu des déclarations des représentants de ses 15 États Membres puis des déclarations des représentants de la Palestine, d'Israël, du Liban, de la République arabe syrienne, du Koweït, de l'Allemagne, de Cuba, de l'Azerbaïdjan, de la Turquie, du Japon, de la Malaisie, de la République islamique d'Iran, de la Norvège, de la République bolivarienne du Venezuela, de l'Argentine, du Maroc, du Pakistan, du Bangladesh et du Sénégal.

## **Liban**

Lors de consultations tenues le 8 février, un représentant du Département des opérations de maintien de la paix a rendu compte aux membres du Conseil de sécurité du grave incident qui a opposé les Forces armées libanaises et les Forces de défense israéliennes sur la Ligne bleue, dans le secteur de Yaroun, le 7 février. Les membres du Conseil sont convenus du texte d'une déclaration à la presse, dans laquelle ils se sont dits profondément préoccupés par cet incident, ont noté qu'ils attendaient avec intérêt la tenue de la réunion tripartite demandée par le commandant de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), lancé un appel à toutes les parties pour qu'elles respectent la Ligne bleue sur toute sa longueur, qu'elles fassent preuve de la plus grande modération et qu'elles s'abstiennent de tout acte susceptible d'aggraver la situation, ont réaffirmé qu'ils soutenaient fermement la FINUL et redemandé que la résolution 1701 (2006) soit intégralement appliquée.

Le 13 février, le Conseil a tenu des consultations et les membres du Conseil sont convenus du texte d'une déclaration à la presse, dans laquelle ils ont condamné avec la plus grande vigueur les attentats perpétrés le même jour contre deux autobus, qui avaient fait trois morts et plusieurs blessés dans le nord-est de Beyrouth. Les membres du Conseil ont à nouveau déclaré qu'ils condamnaient catégoriquement toute tentative de déstabilisation du Liban et redit leur volonté de continuer à aider le Gouvernement libanais à chercher la vérité et à amener à répondre de leurs actes tous ceux qui étaient impliqués dans cet attentat terroriste comme dans tous les autres attentats terroristes et assassinats commis au Liban depuis octobre 2004. Ils ont en outre demandé une fois de plus à toutes les parties concernées de coopérer pleinement de toute urgence à l'application intégrale de toutes les résolutions tendant au rétablissement de l'intégrité territoriale, de la pleine souveraineté et de l'indépendance politique du Liban, en particulier des résolutions 1559 (2004), 1595 (2005), 1674 (2006), 1680 (2006) et 1701 (2006).

Le 13 février, le Conseil a reçu copie de la lettre adressée au Secrétaire général par le Premier Ministre libanais (S/2007/90), par laquelle le Gouvernement libanais demandait que la Commission d'enquête internationale indépendante apporte une aide dans l'enquête sur l'attentat à la bombe susmentionné commis près de Beyrouth. À l'issue de consultations tenues le 15 février, les membres du Conseil sont convenus que le Président du Conseil adresserait une lettre à la Commission pour l'inviter à apporter l'assistance technique voulue aux autorités libanaises dans leur enquête (S/2007/91).

## **Timor-Leste**

Le 12 février, le Conseil de sécurité a tenu un débat sur la situation au Timor-Leste. Les membres du Conseil ont examiné le rapport du Secrétaire général sur la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT) (S/2007/50). Le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Timor-Leste et Chef de la Mission, Atul Khare, a dressé le bilan de la situation au Timor-Leste pendant la période allant du 9 août 2006 au 26 janvier 2007. Le Conseil a entendu une déclaration du Premier Ministre du Timor-Leste, José Ramos-Horta. La situation dans le pays demeurant précaire sur les plans politique, humanitaire et de la sécurité et compte tenu de l'approche des élections nationales, celui-ci a demandé à ce que le mandat de la Mission soit prorogé. Lors de la séance, les membres du Conseil ont

réaffirmé leur détermination à continuer d'aider le Timor-Leste à progresser sur la voie de la paix et à promouvoir le développement et la prospérité. Parmi les représentants qui sont intervenus à ce sujet figurent ceux de l'Allemagne (au nom de l'Union européenne), de l'Australie, du Brésil, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, du Portugal et de Singapour.

Le 22 février, le Conseil de sécurité a examiné le projet de résolution établi lors de ses consultations des 15, 16 et 20 février (S/2007/98) et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1745 (2007). Par cette résolution, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MINUT jusqu'au 26 février 2008 et approuvé l'augmentation temporaire du contingent de la MINUT de 140 policiers pour compléter l'effectif de l'unité de police existante, en particulier au cours de la période qui précédera et de celle qui suivra les élections. Par cette résolution, il a en outre prié le Secrétaire général de le tenir informé de l'évolution de la situation sur le terrain, en particulier de l'état des préparatifs des prochaines élections et de la situation sur le plan de la sécurité, de lui présenter, dans les 60 jours suivant les élections présidentielles et législatives au Timor-Leste, un rapport accompagné de recommandations sur les ajustements éventuels à apporter au mandat et aux effectifs de la MINUT.

## **Questions thématiques et questions diverses**

### **Les enfants et les conflits armés**

Le 13 février, le Président du Conseil de sécurité a reçu les lettres que lui a adressées le Représentant permanent de la France auprès de l'ONU, l'Ambassadeur Jean-Marc de La Sablière, en sa qualité de Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés pour lui transmettre les conclusions et recommandations que le Groupe avait adoptées le 9 février à propos des situations des enfants touchés par le conflit armé au Burundi (S/2007/92) et en Côte d'Ivoire (S/2007/93). Le 20 février, le Conseil de sécurité a approuvé les recommandations du Groupe et le Président du Conseil a adressé des lettres aux :

- Président de la Côte d'Ivoire;
- Premier Ministre de la Côte d'Ivoire;
- Présidents du Groupe de travail international pour la Côte d'Ivoire;
- Médiateur et à son représentant en Côte d'Ivoire;
- Président du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine;
- Secrétaire général;
- Gouvernement burundais.

De même, le Conseil ayant approuvé les conclusions du Groupe de travail relatives aux parties au conflit armé au Soudan (S/2006/971), le Président du Conseil a adressé une lettre aux autorités compétentes du Soudan, notamment au Président, vice-présidents et ministres du Gouvernement d'unité nationale.



### **Maintien de la paix et de la sécurité internationales : rôle du Conseil de sécurité au service de la réforme du secteur de la sécurité**

Le 20 février 2007, le Conseil de sécurité a tenu un débat public sur le thème « Maintien de la paix et de la sécurité internationales et le rôle du Conseil de sécurité au service de la réforme du secteur de la sécurité ». La séance était présidée par le Ministre slovaque des affaires étrangères, Ján Kubiš. Le Secrétaire général a fait une déclaration liminaire au nom des organismes des Nations Unies. Des déclarations ont ensuite été prononcées par la Présidente de la soixante et unième session de l'Assemblée générale, Sheikha Haya Rashed Al-Khalifa; le Président du Conseil économique et social, Dalius Čekuolis, Représentant permanent de la Lituanie auprès de l'ONU; et le Président du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix, S. E. l'Ambassadeur Ismael Abraão Gaspar Martins, Représentant permanent de l'Angola auprès de l'ONU. Les membres du Conseil de sécurité qui sont intervenus à ce sujet étaient le Ministre délégué aux affaires étrangères de la Chine, M. Cui Tiankai; le Sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères de l'Italie, M. Vittorio Craxi; le Ministre délégué aux affaires étrangères du Qatar, M. Muhammad Abdullah Al-Rumaihi; et l'Envoyé spécial du Ministre des affaires étrangères de la Belgique, M. Pierre Chevalier. Outre les membres du Conseil de sécurité, les représentants de 15 autres États Membres de l'ONU ont pris la parole au cours du débat public, notamment ceux de l'Allemagne au nom de l'Union européenne et Cuba au nom du Mouvement des non-alignés.

Ce débat fut une occasion importante pour examiner à point nommé le rôle de la réforme du secteur de la sécurité dans le processus de stabilisation et de reconstruction, en particulier après les conflits, ainsi que l'interdépendance de la réforme avec des questions telles que la protection des droits de l'homme, l'état de droit, la bonne gouvernance et le développement. Il a également été une occasion privilégiée d'examiner le rôle de la communauté internationale d'une façon générale et de l'ONU en particulier dans la promotion de la réforme du secteur de la sécurité.

À l'issue du débat, le Conseil a adopté une déclaration présidentielle (S/PRST/2007/3), dans laquelle il a souligné qu'il importe au plus haut point de réformer le secteur de la sécurité au lendemain de conflits si l'on veut consolider la paix et la stabilité, favoriser la réduction de la pauvreté, l'état de droit et la bonne gouvernance, étendre l'autorité légitime de l'État et prévenir le retour de conflits. Il a insisté sur le fait que le pays concerné a le droit souverain et la responsabilité première de déterminer l'approche et les priorités nationales de la réforme du secteur de la sécurité, ce pays devant s'approprier cette entreprise, qui doit répondre à ses besoins et à sa situation particulière. Le Conseil a noté que le système des Nations Unies avait apporté un concours non négligeable à la remise en état du secteur de la sécurité au lendemain de conflits et que les organismes, fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies étaient de plus en plus nombreux à concourir à la réforme du secteur de la sécurité. Le Conseil a également considéré que le Secrétaire général devait lui présenter un rapport sur les stratégies des Nations Unies au service de la réforme du secteur de la sécurité afin d'en encourager l'application au lendemain de conflits et s'est déclaré disposé à examiner un tel rapport dans l'exercice des prérogatives qu'il tire de la Charte des Nations Unies.

### **Non-prolifération des armes de destruction massive : application des résolutions 1540 (2004) et 1673 (2006)**

Le 23 février, le Conseil de sécurité a tenu un débat public sur l'application des résolutions 1540 (2004) et 1673 (2006) dans le cadre de la non-prolifération des armes de destruction massive. Cette séance, présidée par le Ministre slovaque des affaires étrangères, Ján Kubiš, a débuté par une déclaration liminaire du Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, Nobuaki Tanaka. Comme suite à la demande du Conseil, les membres du Conseil ont entendu les représentants des organisations internationales spécialisées ci-après : M. Rogelio Pfrter, Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC); M. Gustavo R. Zlauvinen, Représentant du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) auprès de l'ONU; et M. Michael T. Schmitz, Directeur du contrôle et de la facilitation de l'Organisation mondiale des douanes. Outre les membres du Conseil de sécurité, les représentants de 17 autres États Membres ont pris la parole au cours du débat, dont l'Allemagne au nom de l'Union européenne, le Bélarus au nom de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) et la Nouvelle-Zélande au nom du Forum du Pacifique Sud.

Les intervenants se sont félicités de cette occasion d'étudier les moyens de renforcer la coopération entre le Conseil et les organisations spécialisées pour les aider à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la résolution 1540 (2004). Nombre d'entre eux ont rappelé leur engagement en faveur du désarmement et de la non-prolifération, en particulier leur détermination à empêcher que des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ne tombent entre les mains de réseaux terroristes et criminels.

À l'issue du débat, le Conseil a adopté une déclaration présidentielle (S/PRST/2007/4) dans laquelle il a pris note avec satisfaction des activités menées par les organisations internationales dotées de compétences techniques dans le domaine de la non-prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs, activités qui contribuent notamment à la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004), et s'est déclaré déterminé à promouvoir l'intensification de la coopération multilatérale, en particulier avec les organisations internationales, en tant que moyen important pour renforcer l'application de cette résolution par les États.

### **Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme**

Le 15 février, les membres du Conseil de sécurité sont convenus de faire une déclaration à la presse au sujet de l'attentat terroriste perpétré le 14 février 2007 contre un autobus dans la ville de Zahedan, au sud-est de la République islamique d'Iran, qui a fait au moins 18 morts et de nombreux blessés. Ils ont condamné cet attentat et réaffirmé que rien ne saurait justifier le recours à la violence terroriste. Ils ont insisté sur la nécessité de traduire en justice les auteurs, les organisateurs et les commanditaires de cet attentat, comme de tous les attentats terroristes. Les membres du Conseil ont exprimé leurs sincères condoléances aux familles des victimes et au peuple iranien.

Le 20 février, les membres du Conseil sont convenus de faire une déclaration à la presse au sujet de l'attentat terroriste perpétré la veille en Inde contre le « train de l'amitié » (Friendship Express) indo-pakistanaï qui relie Delhi à Lahore. Ils ont condamné cet attentat, qui a coûté la vie à 67 personnes et fait près d'une vingtaine de blessés, dont un grand nombre de nationaux pakistanaï et indiens. Ils ont en outre répété que nulle cause ne pouvait justifier le recours à la violence terroriste et souligné qu'il était indispensable de traduire en justice les auteurs, les organisateurs et les commanditaires de cet attentat à la bombe ainsi que de tous actes terroristes. Ils ont réaffirmé qu'il fallait lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et cela par tous les moyens, conformément au droit international, en particulier au droit international des droits de l'homme, des réfugiés et humanitaire. Les membres du Conseil se sont félicités de l'engagement pris par les dirigeants de l'Inde et du Pakistan en faveur du processus de paix après cet attentat terroriste ainsi que de leur détermination à poursuivre sur la voie du dialogue.

---